



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 8, août 2012

CONTENU

Résumé analytique	1
Politique commerciale	
La normalisation des relations commerciales avec la Russie reportée	2
L'adoption du « Farm bill » reportée à l'hiver	3
Litiges commerciaux	
Victoire canadienne dans le conflit sur le bois d'œuvre	3
Les États-Unis s'attaquent au monopole des services de paiement électroniques chinois	4
Études économiques et articles connexes	5

Résumé analytique : Un vent d'élection souffle sur le Congrès et les tensions partisans sont vives. À la chambre des représentants, le parti républicain a bloqué les projets de loi sur la normalisation des relations commerciales avec la Russie ; il s'oppose aussi au renouvellement de la loi agricole qui expire en septembre et qu'il juge trop coûteuse. Malgré cette obstruction, certaines lois commerciales ont tout de même été adoptées en juillet. Ainsi, les exceptions aux règles d'origine de l'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA) ont été reconduites, tout comme les sanctions commerciales imposées à la Birmanie. Le Congrès prend congé au mois d'août et ne siégera que huit jours au mois de septembre avant le début officiel de la campagne électorale, ce qui est très court pour assurer l'adoption de nouveaux projets de loi.

Les États-Unis continuent de presser la Chine de réformer ses institutions. Au début du mois, ils ont déposé une demande de consultation auprès de l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC pour forcer la Chine à ouvrir son marché de l'automobile. Cette septième plainte américaine en trois ans devant le tribunal de l'OMC est utilisée comme argument de campagne par Barack Obama pour convaincre ses concitoyens de sa fermeté devant le géant asiatique. La Maison-Blanche a d'ailleurs tôt fait de récupérer une décision de l'ORD favorable aux États-Unis dans une autre affaire, concernant cette fois les modes de paiement électroniques en Chine. Cette décision devrait permettre aux entreprises spécialisées en services financiers comme Visa et MasterCard de continuer à s'implanter en Chine. Cependant, dans un autre différend qui oppose cette fois les États-Unis au Canada dans leur long conflit sur le bois d'œuvre, le tribunal d'arbitrage a penché en faveur du Canada, et ce pour la première fois depuis la signature de l'accord sur le bois d'œuvre en 2006.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 8, août 2012

Politique commerciale

La normalisation des relations commerciales avec la Russie reportée

Le projet de loi sur la normalisation des relations commerciales avec la Russie n'a pas été adopté avant le congé estival du Congrès.¹ Les représentants ne disposeront maintenant que de huit jours en septembre pour adopter ce projet controversé avant les élections.

La Russie deviendra officiellement membre de l'OMC le 22 août prochain, mais pour profiter des réductions tarifaires et de l'ouverture du marché russe, les entreprises américaines devront d'abord attendre que le Congrès abolisse l'amendement Jackson-Vanik. Cet amendement à la loi commerciale de 1974 empêche la Russie de se voir octroyer le statut de nation la plus favorisée (NPF), essentiel à l'application des tarifs préférentiels rattachés à son adhésion à l'OMC.

Les républicains ont diverses raisons de vouloir ralentir, voire éviter l'adoption d'un tel projet de loi. D'abord, ils veulent presser les démocrates d'accepter leurs priorités législatives. Avant la pause d'été, le parti républicain s'est assuré du renouvellement des baisses d'impôt des Américains les plus riches, une mesure imposée par la précédente Administration. Ensuite, ils souhaitent en partager le risque politique. La normalisation des relations commerciales avec la Russie est perçue négativement par certaines franges de l'électorat. Les républicains ont annoncé qu'ils déposeraient le projet de loi à la Chambre selon une procédure d'exception qui limite les débats et exige un vote aux deux tiers, s'assurant ainsi d'un appui bipartisan. Le leader de la majorité à la Chambre des représentants, Éric Cantor (R-VA), a formulé deux exigences avant de soumettre le projet de loi au vote. Premièrement que le président Obama s'engage à le ratifier avant la fin du mois de septembre et deuxièmement que le parti démocrate confirme l'appui d'un nombre suffisant d'élus. Le projet de loi est impopulaire auprès de nombreux élus démocrates qui ont exigé qu'y soit rattaché le « Magnitsky bill », qui condamne les abus contre les droits de la personne commis par de hauts dirigeants russes. L'appui russe au gouvernement de Bachar Al-Assad dans la guerre civile qui déchire la Syrie rend toute action législative favorable envers la Russie encore plus délicate.

L'Administration Obama et les représentants de l'industrie aux États-Unis souhaitent voir la Russie obtenir le statut NPF avant son entrée à l'OMC. Ils craignent que le report du statut NPF ne permette à des entreprises étrangères de profiter d'occasions d'affaires privilégiées en Russie. Advenant la prolongation de cette impasse, la prochaine fenêtre d'opportunité pour adopter le projet de loi ne se présentera qu'après l'élection de novembre.

Sources : Vicky Needham, « Russian trade bill gets stuck », *The Hill*, 1^{er} août 2012, en ligne : <http://thehill.com/blogs/on-the-money/1005-trade/241709-russia-trade-bill-runs-out-of-steam> ; Vicky Needham, « Business groups worry that Congress will leave Russia trade bill hanging », *The Hill*, 30 juillet 2012, en ligne : <http://thehill.com/business-a-lobbying/241155-business-worries-congress-will-leave-trade-bill-hanging> ; « Russia Bill Stalls, House Republicans Lay Out Two Demands For Action », *Inside US Trade*, vol. 30, no 31, 3 août 2012

¹ Pour une mise en contexte du débat entourant l'octroi du statut de la nation la plus favorisée à la Russie, consulter la Chronique commerciale américaine, vol. 5, no 7 de juillet 2012, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=7699



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 8, août 2012

L'adoption du « Farm bill » reportée à l'hiver

La loi agricole actuelle, le *Food, Conservation, and Energy Act of 2008*, doit expirer le 30 septembre prochain ; elle ne sera vraisemblablement pas renouvelée avant les élections. Les tensions au Congrès et les réticences du parti républicain quant à son coût ont bloqué les procédures. La loi omnibus sur l'agriculture, renouvelée tous les cinq ans, attribue le financement de programmes clés pour le commerce des produits agricoles, notamment en fixant les subventions à la production, les montants et les modalités de paiement de l'assurance récolte ainsi que les prix garantis à l'exportation. Le renouvellement de la loi agricole devait d'ailleurs mettre un terme au différend qui oppose les États-Unis et le Brésil au sujet des subventions aux producteurs de coton américains.² La nouvelle loi agricole pourrait être votée durant la session « lame-duck » cet hiver.

Sources : Erik Wasson, « Speaker Boehner might block farm bill », *The Hill*, 7 juillet 2012, en ligne : <http://thehill.com/blogs/on-the-money/budget/237161-speaker-boehner-might-block-farm-bill> ; « Boehner: Farm Bill Does Not Have Enough Votes To Pass On House Floor », *Inside US Trade*, vol 30, no 31, 3 août 2012.

Litiges commerciaux

Victoire canadienne dans le conflit sur le bois d'œuvre

Les États-Unis ont vu leur plus récente demande d'arbitrage dans le cadre du conflit avec le Canada sur le bois d'œuvre être rejetée le 18 juillet dernier. Ils avaient entamé les démarches en octobre 2010. C'était leur troisième demande d'arbitrage depuis l'adoption de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux de 2006. Ils exigeaient des compensations financières de la part du Canada après que le gouvernement de la Colombie-Britannique ait décrété des mesures incitatives à la coupe des forêts atteintes par l'épidémie d'un insecte nuisible, le dendroctone du pin ponderosa (DPP), ce qui avait eu pour effet de saturer le marché du bois d'œuvre de basse qualité aux États-Unis.³

« Nous sommes déçus du résultat de cette dernière demande d'arbitrage dans le cadre de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux entre le Canada et les États-Unis. Malgré ce revers, nous continuons de croire que l'octroi de droits de coupe aux entreprises privées par la Colombie-Britannique sur les terres publiques est bien en deçà des prix du marché. »

– Ron Kirk, communiqué de presse, 18 juillet 2012.

² Pour une mise en contexte sur le conflit commercial qui oppose les États Unis et le Brésil sur les subventions aux producteurs de coton américains, consulter la Chronique commerciale américaine du 13 avril 2010, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=5693

³ Pour une mise en contexte sur le conflit commercial qui oppose les États-Unis et le Canada sur le bois d'œuvre, et plus spécifiquement dans le contexte de l'épidémie de DPP qui a frappé la Colombie-Britannique de 2007 à 2009, consulter la Chronique commerciale américaine du 12 octobre 2010, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=5881



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 8, août 2012

Le gouvernement canadien s'est réjoui à l'annonce de cette décision, bien qu'il l'ait emporté sur un détail de procédure. En effet, les États-Unis ont été dans l'incapacité de déterminer dans quelle mesure exacte les mesures incitatives décrétées par la Colombie-Britannique ont contribué à la baisse des prix. Bien que l'accord sur le bois d'œuvre ait été reconduit jusqu'en 2015, les États-Unis continuent de presser le Canada de réformer son marché sylvicole. Ils lui reprochent de fausser le marché, les prix des droits de coupe sur les terres publiques étant déterminés de façon arbitraire par les gouvernements provinciaux tandis que la plupart des forêts exploitées aux États-Unis sont privées.

Pour consulter le communiqué de presse de l'USTR en réponse à la décision du panel d'arbitrage du 18 juillet 2012, voir : <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2012/july/ustr-statement-response-softwood-lumber-arbitration>

Pour consulter le communiqué de presse du MAECI en réponse à la décision du panel d'arbitrage du 18 juillet 2012, voir : http://www.international.gc.ca/media_commerce/comm/news-communiques/2012/07/18a.aspx?view=d

Les États-Unis s'attaquent au monopole des services de paiements électroniques chinois

Un groupe spécial de l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC a rendu une décision favorable aux États-Unis dans l'affaire qui les oppose à la Chine et à son monopole sur les services de paiement électronique. L'affaire DS413 Chine – Certaines mesures affectant les services de paiement électronique, a été portée devant l'ORD en septembre 2010. Les États-Unis alléguent que les pratiques de l'entreprise chinoise Yin Lian (Unionpay), qui est l'unique émetteur de cartes de crédit, de cartes de débit et de dispositifs de paiement auprès des commerçants pour les transactions en yuan, violent les engagements de la Chine selon l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). Presque tous les arguments des États-Unis ont été retenus, ce qui laisse croire que des réformes importantes pourraient être mises en place par la Chine au cours des prochaines années pour libéraliser un peu plus son secteur financier, toujours très protégé de la concurrence étrangère. La Chine peut cependant en appeler de la décision.

Les plus importants bénéficiaires de cette décision, les entreprises américaines Visa et Mastercard, se sont réjouis de l'annonce. Elles espèrent ainsi pouvoir continuer leur croissance en Chine qui, malgré un certain ralentissement de son économie en 2012, voit sa classe moyenne croître régulièrement.

« La victoire d'aujourd'hui confirme que les pratiques commerciales déloyales chinoises ont été une priorité pour notre gouvernement durant ce premier mandat. En trois ans et demi, notre Administration a doublé le nombre de cas portés devant l'OMC contre la Chine comparativement à l'Administration précédente. »

– Jay Carney, conférence de presse, 16 juillet 2012.

Cette décision de l'ORD tombe à point pour le président Barack Obama dont l'Administration a fait de l'imposition de conditions de concurrence loyale, notamment en Chine, une priorité. Depuis 2009, les États-Unis ont déposé sept plaintes contre la Chine devant l'ORD. Bien que la montée des tensions entre les deux géants soit loin de provoquer une guerre commerciale comme



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 8, août 2012

certaines analystes l'appréhendaient, ce zèle de la part du gouvernement américain lui vaut de nombreux reproches de la part de la Chine.

Pour consulter le résumé de l'Affaire DS413 à l'OMC, voir :

http://wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds413_f.htm

Pour consulter la conférence de presse du porte-parole de la Maison-Blanche, voir : <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/07/16/press-gaggle-press-secretary-jay-carney-aboard-air-force-one-7162012>

Pour consulter le communiqué de presse de l'USTR, voir : <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2012/july/us-wins-services-dispute-with-china>

Sources : Tom Miles et Doug Palmer, « U.S. wins WTO case over China bankcard monopoly », *Reuters*, 16 juillet 2012, en ligne :

<http://uk.reuters.com/article/2012/07/16/uk-usa-china-wto-idUKBRE86F0WN20120716> ; James Politi, «

WTO rules against China on payment cards », *Financial Times*, 16 juillet 2012, en ligne :

<http://www.ft.com/intl/cms/s/0/fd631de4-cf67-11e1-a1d2-00144feabdc0.html#axzz22hcY076g> ; James Politi, « US

voters want tougher China trade stance », *Financial Times*, 16 juillet 2012, en ligne :

<http://www.ft.com/cms/s/0/8404dcf6-ce60-11e1-bc0c-00144feabdc0.html#axzz22muQc247>

Études économiques et articles connexes

Ce mois-ci dans l'actualité :

« Acta: Controversial anti-piracy agreement rejected by EU », *BBC*, 4 juillet 2012, en ligne :

<http://www.bbc.co.uk/news/technology-18704192>

Tom Hamburger, Carol D. Leonniget Zachary A. Goldfarb, « Obama's record on outsourcing draws criticism from the left », *Washington Post*, 9 juillet 2012, en ligne :

http://www.washingtonpost.com/business/economy/obamas-record-on-outsourcing-draws-criticism-from-the-left/2012/07/09/gJQAljCZW_story.html

Brian Wingfield, « 'Significant Progress' in Pacific Trade Talks, U.S. Says », *Bloomberg*, 10 juillet

2012, en ligne : <http://www.businessweek.com/news/2012-07-10/significant-progress-in-pacific-trade-talks-u-dot-s-dot-says>

Doug Palmer, « New US unit reviewing trade barriers in at least 6 nations », *Reuters*, 23 juillet

2012, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2012/07/23/usa-trade-enforcement-idUSL2E8IN9FO20120723>

Michael Pettis, « A Slowdown is Good for China and the World », *Financial Times*, 23 juillet 2012,

en ligne : <http://www.carnegieendowment.org/2012/07/24/slowdown-is-good-for-china-and-world/czjh>

Doug Palmer, « UK envoy urges US, EU seize chance to launch trade talks », *Reuters*, 25 juillet 2012,

en ligne : <http://in.reuters.com/article/2012/07/25/usa-eu-trade-idINL2E8IP9DH20120725>

Amanda Wilson, « Protesters: Free Trade Deals, Drug Patents Derail AIDS Fight », *IPS*, 26 juillet

2012, en ligne : <http://www.ipsnews.net/2012/07/protesters-free-trade-deals-drug-patents-derail-aids-fight/>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 8, août 2012

Doug Palmer, « U.S. hopeful on APEC green goodspact, despite China dispute », *Reuters*, 31 juillet 2012, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2012/07/31/us-usa-china-trade-idUSBRE86U1PM20120731>

« US official to visit Taiwan amidtradetalks push », *AFP*, 1^{er} août 2012, en ligne : http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5hyFmm_DrHs9C1EF1qLIFyhG9G2dw?docId=CNG.4262722c3510ee2bd6dc637c4c6f5188.131

Vicki Needham, « Manufacturingsectorcontracts for second straight month », *The Hill*, 1^{er} août 2012, en ligne : <http://thehill.com/blogs/on-the-money/economy/241607-manufacturing-sector-contracts-for-second-straight-month>

Étudeséconomiques et commerciales :

William H. Cooper, *Free Trade Agreements: Impact on U.S. Trade and Implication for U.S. Trade Policy*, Congressional Research Service, 18 juin 2012, en ligne : <http://fpc.state.gov/documents/organization/194797.pdf>

Craig K. Elwell, *Double-Dip Recession: Previous Experience and Current Prospect*, Congressional Research Service, 19 juin 2012, en ligne : <http://fpc.state.gov/documents/organization/194787.pdf>

Joseph E. Gagnon, *Combating Widespread Currency Manipulation*, Peterson Institute for International Economics Policy Brief 12-19, juillet 2012, en ligne : <http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=2166>

Richard McCormack, *The Politics and the Economics of the Global Financial Crisis*, Center for Strategic and International Studies, 6 juillet 2012, en ligne : <http://csis.org/publication/politics-and-economics-global-financial-crisis>

Marc Labonte, *Monetary Policy and the Federal Reserve: Current Policy and Conditions*, Congressional Research Service, 6 juillet 2012, en ligne : <http://fpc.state.gov/documents/organization/195392.pdf>

Alex Lach, *5 Facts About Overseas Outsourcing*, Center for American Progress, 9 juillet 2012, en ligne : http://www.americanprogress.org/issues/2012/07/overseas_outsourcing.html

Vikram Nehru, *Southeast Asia: Will Markets and Geography Trump the TPP?*, Carnegie Endowment for International Peace, 9 juillet 2012, en ligne : <http://carnegieendowment.org/2012/07/09/southeast-asia-will-markets-and-geography-trump-tpp/cn3k>

Benjamin Collins, *Trade Adjustment Assistance for Workers*, Congressional Research Service, 11 juillet 2012, en ligne : <http://fpc.state.gov/documents/organization/195387.pdf>

Donald Kohn, *The European Crises – Banking Challenges*, Brookings Institution, 12 juillet 2012, en ligne : <http://www.brookings.edu/research/speeches/2012/07/12-euro-crisis-kohn>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 8, août 2012

Jeanne J. Grimmer, *Why Certain Trade Agreements Are Approved as Congressional-Executive Agreements Rather Than as Treaties*, Congressional Research Service, 13 juillet 2012, en ligne :

<http://fpc.state.gov/documents/organization/195395.pdf>

Ted Piccone et al., *The Road to Hemispheric Cooperation: Beyond the Cartagena Summit of the Americas*, Brookings Institute, 16 juillet 2012, en ligne :

<http://www.brookings.edu/research/reports/2012/07/07-summit-of-the-americas>

Jonathan L. Ramseur et al., *OilSands and the KeystoneXL Pipeline: Background and SelectedEnvironmental Issues*, CongressionalResearch Service, 16 juillet 2012, en ligne :

<http://fpc.state.gov/documents/organization/196036.pdf>

William H. Cooper, *The Jackson-VanikAmendment and Candidate Countris for WTO Accession: Issues for Congress*, CongressionalResearch Service, 20 juillet 2012, en

ligne : <http://fpc.state.gov/documents/organization/196039.pdf>

john F. Sargent Jr., *The ObamaAdministration'sProposal toEstablish a National Network forManufacturing Innovation*, CongressionalResearch Service, 25 juillet 2012, en ligne :

<http://fpc.state.gov/documents/organization/196030.pdf>

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca



Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !



<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483>



http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278